

*Pouvoir d'emprunt*

On pourrait rappeler, madame la Présidente, je l'ai fait dans des interventions antérieures, les propos tenus par le premier ministre et le ministre des Finances, concernant cet engagement solennel que le gouvernement conservateur prenait de ne pas augmenter les impôts. Il fallait ne pas augmenter les impôts. On nous a même dit que cela allait à l'encontre du bien-être économique de l'ensemble du Canada. Et que voit-on et qu'a-t-on vu depuis l'arrivée au pouvoir de ce parti? Les taxes ont augmenté d'une façon dramatique. Quand on regarde les augmentations d'impôts au cours de la période de 1984-1985, 1985-1986, 1986-1987, madame la Présidente, on s'aperçoit que l'impôt sur le revenu des individus aura augmenté de 53 p. 100 sous l'effet combiné des augmentations d'impôt sur le revenu découlant de la désindexation des tables, des augmentations des taux, des annulations de bénéfiques, et ainsi de suite. L'ensemble des impôts payés par les individus, soit sur les revenus ou les taxes à la consommation, aura augmenté de 53 p. 100, alors que l'impôt sur les sociétés, si on ajoute l'impôt sur le revenu et l'impôt payé par les sociétés pétrolières, aura connu une baisse de 18 p. 100: 53 p. 100 de plus pour les individus, 18 p. 100 de moins pour les sociétés.

Madame la Présidente, de deux choses l'une. Ou les conservateurs ont fait des promesses qu'ils savaient ne pas pouvoir respecter—et à ce moment-là, évidemment, c'est jouer à la bien petite politique—ou encore, ils ne savaient pas ce que c'était que gouverner le pays. Je ne sais pas encore laquelle des deux données est véridique, mais une chose est certaine, c'est que non seulement ce gouvernement n'a pas tenu ses promesses électorales, mais il est allé à l'encontre de ce qu'il disait. C'est une chose que de promettre un pont, mais c'est autre chose de détruire un pont. Et dans ce cas-là, non seulement on n'a pas respecté l'engagement, mais on a fait exactement le contraire, c'est-à-dire qu'on a augmenté d'une façon très lourde les impôts.

Madame la Présidente, est-ce que cette augmentation des impôts, surtout pour les individus, l'impôt sur le revenu des particuliers et les taxes à la consommation, est-ce que ces augmentations de milliards de dollars—parce que lorsque je parlais tout à l'heure d'une augmentation de 53 p. 100 dans l'espace de trois ans, c'est une augmentation de 22 milliards de dollars, cela veut dire pratiquement 1 000 \$ par homme, femme, enfant, vieillard au Canada. De nouvelles taxes. Et si on tient compte du fait qu'il y a un très grand nombre de personnes qui ne paient pas d'impôt, les enfants ne paient pas d'impôt, cela veut dire que l'augmentation sur chaque famille, le résultat des budgets Mulroney-Wilson du gouvernement conservateur, cette augmentation-là a eu pour effet de mettre une charge additionnelle de pratiquement 2 000 \$ par famille canadienne, alors qu'on avait promis de baisser les impôts.

Madame la Présidente, il n'est pas surprenant que la cote de popularité d'un gouvernement qui trahit à ce point ses engagements électoraux ait chuté à 22 p. 100 dans l'ensemble du Canada. Il n'y a plus que 22 p. 100 des Canadiens qui font confiance à ce gouvernement, et il faut comprendre, 18 p. 100 au Québec. Ce n'est pas surprenant parce qu'on a trahi tous les engagements qu'on avait pris.

Je disais tout à l'heure qu'on avait augmenté les taxes alors qu'on avait dit qu'on ne le ferait pas. Mais quel effet cela a-t-il eu, madame la Présidente, quand on regarde cela en termes de

déficit budgétaire, après trois ans d'administration conservatrice, alors que le déficit était la priorité, disaient-ils, après les élections? Le déficit est au même niveau pratiquement en 1986-1987 qu'il ne l'était en 1983-1984 au moment du changement de gouvernement, c'est-à-dire pour la dernière année complète de l'administration précédente. Après avoir augmenté les taxes de 22 milliards de dollars, on en arrive avec un déficit qui est à peu près au même niveau.

• (1200)

Et si on regarde maintenant l'effet sur la dette, madame la Présidente, la dette a augmenté au point où au terme de l'exercice financier qui est sous étude dans les prévisions budgétaires et par le discours sur le Budget, le gouvernement conservateur aura ajouté 10 000 \$ de dettes sur les épaules de chaque Canadien et de chaque Canadienne, une réussite qu'aucun autre gouvernement n'a réussi à faire en une aussi courte période! Donc, non seulement on n'a pas respecté les engagements concernant les impôts, non seulement on n'a pratiquement pas fait bouger le déficit, madame la Présidente, on en arrive à une situation où la dette publique est passée de 16 000 \$ à 26 000 \$ suite à l'administration de ce gouvernement conservateur.

Madame la Présidente, dans le projet de loi, on nous demande à toutes fins utiles d'approuver des emprunts qui pourront totaliser 30,9 milliards de dollars. Mais dans le fond, le gouvernement conservateur a réussi à camoufler une partie de son déficit. Il a réussi à le camoufler par un truc, un truc qui fait en sorte que maintenant les entreprises au lieu de payer... vous savez comment cela marche, les entreprises paient des salaires, font des retenues à la source pour fins d'impôt sur le revenu des particuliers et remettaient cet impôt au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral une fois par mois. Le gouvernement conservateur a décidé d'aller le chercher deux fois par mois. Et à cause du changement qui va s'opérer une fois, parce qu'une fois que cela sera établi, cela va revenir au même, mais pour la première année qu'on impose ce changement-là, on va chercher 1,2 milliard de dollars de plus durant l'exercice financier de 1987-1988.

Évidemment, c'est un 1,2 milliard de dollars qui vient affecter le déficit réel de l'administration conservatrice, qui ne sera pas de 29,3 milliards, mais plutôt de 30,5 milliards de dollars. C'est cela la réalité. Après trois ans d'administration conservatrice, après une reprise économique qui dure depuis 1983, après avoir augmenté les impôts de 22 milliards de dollars sur le dos des contribuables canadiens, on en arrive avec un déficit de 30,5 milliards. Mais est-ce que c'est le dernier truc qui permet d'en arriver à ce déficit? Non, il y en a un autre. Il y a le 1,2 milliard. Il y a un report d'une dépense de 200 millions qui est consacrée au ministère de la Défense nationale. On a réussi un autre truc pour dire: On va les dépenser, mais on ne les paiera pas, ça va pour l'année prochaine. Ce qui veut dire qu'on ajoute au déficit. On devrait ajouter au déficit un autre 200 millions de dollars et finalement, dans l'enveloppe, on a modifié la gestion de l'encaisse en ce qui regarde l'enveloppe de l'aide publique au développement, puis on a réussi encore, pour cette année seulement, à présenter une autre épargne artificielle de 150 millions de dollars. Ce qui fait en sorte, madame la Présidente, que sans toucher à rien, uniquement en ayant l'honnêteté de présenter les chiffres sur la même base que les années antérieures, puisque c'est cela, si on change la